

On se confine avec ardeur

LE BULLETIN

Aucune contribution de lecteurs cette semaine, la crainte du virus laisse la place à la lassitude du confinement. Une troisième rencontre derrière les écrans montre par contre qu'on commence à y prendre un certain plaisir, les sourires sont plus joyeux, la parole plus détendue, des visiteurs s'y glissent, et déjà on parle de se retrouver bientôt peut-être en chair et en os.



Jacques
Gamboni

Le président **Hans Ruedi Gerber** ainsi que **Julien Reichenbach** planchent en effet sur la possibilité de réouvrir la Couronne aux réunions du Rotary, peut-être même dans 15 jours déjà.

EN UN CLIN D'ŒIL

- LE MOT DU PRÉSIDENT
- LA FIN DES RENCONTRES VIRTUELLES ?
- LES ANNIVERSAIRES DE MAI
- VOS FINANCES

Le président promet d'en reparler très bientôt à ses membres.

Et pour rester sur une note optimiste, Il délivre sa traditionnelle pensée du jour tout en invitant chacun à se retrouver dans une semaine, chacun derrière son écran. La réunion sera gérée par Dominique Luisier, et faites attention, la semaine prochaine, vendredi c'est un jeudi. C'est en tout cas ce qu'auront compris tous ceux qui ont participé à cette troisième rencontre virtuelle.

PENSÉE DU JOUR

*«Osez vivre la vie dont vous avez rêvé,
avancez et réalisez vos rêves !»*

Ralph Waldo Emerson

Rotary



LE ROTARY
CONNECTE
LE MONDE



RÉUNION EN LIGNE !
DU 1ER MAI
PRÉSIDENCE :
 HR GERBER ONLINE
BULLETINIER:
 JACQUES GAMBONI
PRÉSENCES À L'EXTÉRIEUR
 TOUS
ROT. VISITEURS-INVITÉS
 NOS LECTEURS D'OUTRE RCA
APÉRITIF:
 PARTAGÉ CHACUN POUR SOI
PRÉSENCE:
 S'ÉTOFFE

POUR NE PAS SE QUITTER TROP VITE

Je vous donne à lire une interview parue cette semaine sur le site allemand « *Die Freie Welt* ».

Parmi les préoccupations que l'évolution de notre monde nous propose, il y en a une qui fait extrêmement rarement l'objet de l'attention de la presse ou de ceux qui ont l'habitude de penser pour nous. Les États sont endettés, on le sait bien, trop souvent même très lourdement. Pour ne rien arranger, l'intervention de plus en plus insistante des gouvernements dans l'économie conduit à une situation de taux négatif inouïe. Rares sont les commentateurs soulignent qu'un taux négatif correspond en réalité à de la destruction de valeur. Et voilà que ces mêmes gouvernements, pour faire face aux conséquences de leurs propres décisions dans la crise du virus, décident — sans doute avec raison — de ralentir massivement l'activité économique d'une part mais d'autre part de dépenser d'énormes sommes d'argent, dans le but affiché de *soutenir* l'économie. Ainsi, après avoir joué avec la monnaie, l'État, qui aime intervenir à tout va, distribue dans tous les sens. Qui va payer à la fin ? Quel sera l'impact de cette distribution massive d'argent sur le patrimoine des citoyens ? Que vaudront vos économies dans six mois dans deux ans ?

L'interview que je vous propose a été publiée en allemand sur le site à l'adresse ci-dessous. On le lira de préférence en allemand bien sûr mais pour ceux qui préfèrent le français, je vous en propose la traduction qui suit.

<https://www.freiewelt.net/interview/die-milliarden-fuer-den-rettungsschirm-werden-letztlich-den-buergern-abgenommenen-10081028/>



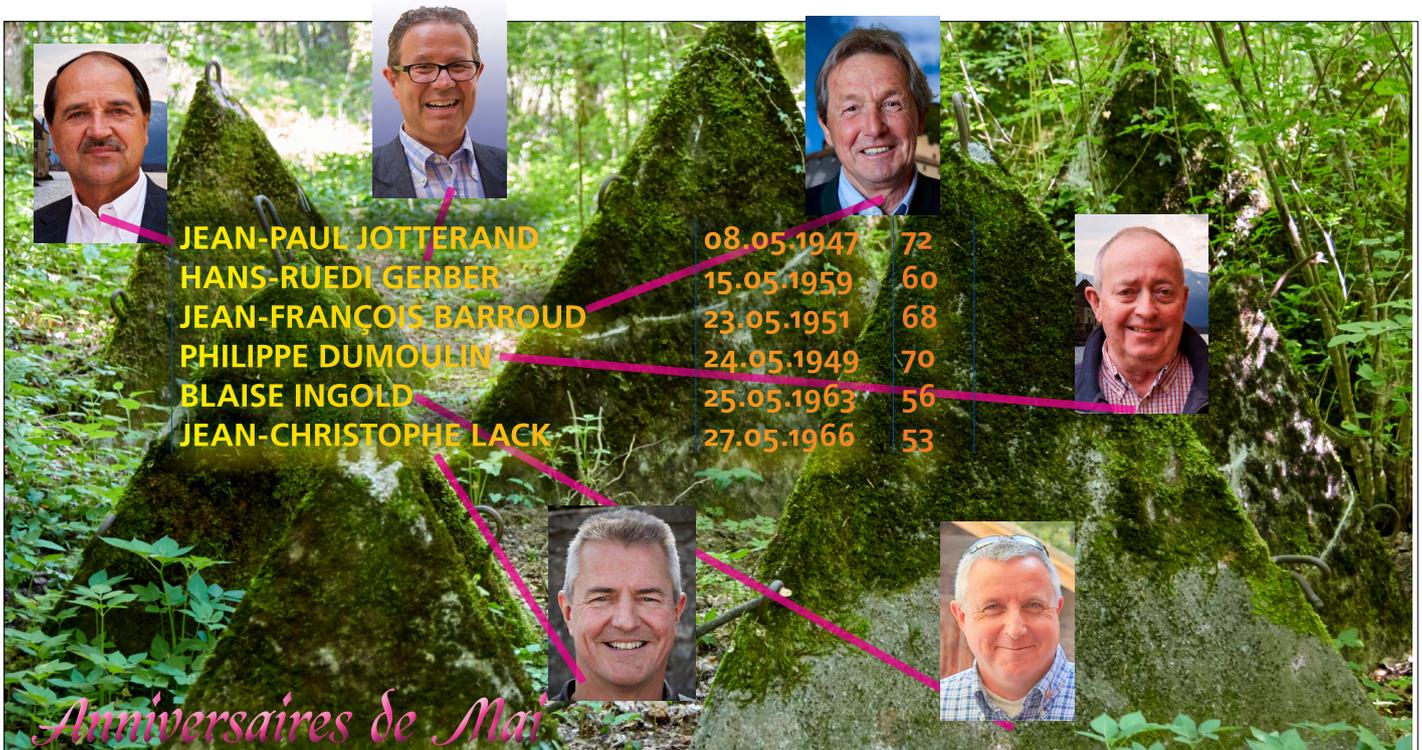
Les milliards prévus pour les plans de sauvetage seront finalement prélevés des poches des citoyens

FREIE WELT : à la suite de la crise du Covid-19, la vie économique de nombreux pays a été massivement restreinte. Combien de temps une économie peut-elle supporter cela ?

GUIDO HÜLSMANN : Tant que les réserves durent, ou tant que l'on peut se permettre de vivre avec les biens précédemment épargnés. À cet égard, il n'y a pas de différence entre une famille et l'économie dans son ensemble.

FW : le gouvernement allemand a adopté un plan de sauvetage d'environ 750 milliards d'euros pour stabiliser l'économie et sauver les entreprises de la faillite. Ces mesures peuvent-elles atténuer le ralentissement économique ?

G HÜLSMANN : Non. De telles mesures ont deux effets complètement différents, qui ne créent qu'un effet d'amortissement à court terme. D'une part, les revenus et les biens seront massivement redistribués et, d'autre part, l'avenir sera sacrifié sur l'autel des préoccupations contempo-



raines. Permettez-moi de décrire cela de manière un peu plus détaillée.

LE plan de sauvetage du gouvernement fédéral **génère** des revenus monétaires supplémentaires ou des recettes monétaires de 750 milliards d'euros. D'où vient cet argent ? De trois sources principales : les impôts, la dette publique et la presse à billets. Dans les trois cas, ce n'est pas du tout l'État qui crée 750 milliards à partir de rien, mais ce sont les citoyens qui, sous une forme ou une autre, sont dérobés de cette somme. Après tout, les impôts ne sont pas censés être augmentés, de sorte que, comme par le passé, l'expropriation des citoyens se fera par la dévaluation de leurs actifs financiers. Les revenus d'intérêts seront encore réduits encore plus bas. Les taux d'intérêt négatifs sont utilisés pour taxer l'épargne, et l'inflation des prix ronge ce qui reste.

COMME par le passé, cette redistribution se justifierait par le fait que, dans le cas contraire, on verrait un effondrement des marchés financiers, ce qui porterait également gravement atteinte à l'économie réelle. Sans la *manne* de sauvetage, de nombreuses entreprises feraient faillite et licencieraient leurs employés.

Les prêts ne pouvant être remboursés, l'économie du crédit s'effondrerait, ce qui affecterait alors d'autres entreprises également. En un mot, il y aurait une spirale descendante, un blocage et un chômage de masse. Dans tous les cas, les citoyens seraient alors invités à payer la facture. Soit ils le feront par le plan de sauvetage, soit par le fait que, sinon, l'économie entière s'effondrerait probablement. Donc, dans l'ensemble, il vaut bien mieux escroquer un peu les citoyens avec des parachutes de secours maintenant que de les exposer à des pertes encore plus importantes.

CET argument serait correct tant que les parachutes de secours peuvent effectivement empêcher un effondrement à court terme. C'est précisément pour cette raison que l'on crée l'apparence d'un effet d'amortissement. Pourquoi seulement l'apparence ? Car ce succès à court terme se fait au détriment de l'avenir. À court terme, le ralentissement est atténué, mais à long terme, il est encouragé. Après tout, les 750 milliards sauveront des entreprises qui n'ont pas fait ce qu'elles auraient dû faire. Car enfin elles n'ont pas su gérer leurs propres économies de manière durable, en les finançant plutôt par des prêts à court terme. Ce sont précisément celles dont l'incompétence est apparue à travers la crise qui sont maintenant maintenues artificiellement en vie. Et celles qui ont renoncé, à juste titre, à des aventures financées par le crédit se voient maintenant demandées de payer à nouveau. Le véritable effet du plan de sauvetage est donc de mettre encore plus d'argent dans des projets qui sont déjà sur un terrain instable et qui sont dirigés par des aventuriers. Il est évident ce que cela signifie pour l'avenir.

Le tout est exacerbé par le fait que les dépenses publiques sont de toute façon notoirement inefficaces et corrompues. Malheureusement, il n'y a aucune raison d'espérer que les personnes qui échouent dans tous les autres domaines (éducation, soins de santé, construction d'aéroports, logement, défense nationale, etc.) trouveront la solution de première classe maintenant.

PERMETTEZ-moi de conclure par une considération très fondamentale sur cette question. Il est faux de vouloir toujours éviter les inconvénients à court terme au détriment de l'avenir, surtout avec l'argent des contribuables. Mais c'est exactement ce que nous faisons depuis de nombreuses décennies. Auparavant, ce jeu était limité au secteur bancaire et financier, et c'est pourquoi seuls les experts l'ont remarqué. Depuis 2008, il est joué à grande échelle et c'est ainsi qu'il est devenu plus visible pour le grand public. En tout cas, c'est un jeu très stupide. Certains acteurs proches de l'État en bénéficient, mais les citoyens ordinaires n'ont rien à gagner à long terme.

IL serait beaucoup plus judicieux d'adopter une approche fondamentalement différente. On pourrait argumenter que le risque d'un effondrement économique à court terme permettrait de guérir l'économie et de la placer sur une base plus saine à long terme. Après tout, jusqu'à récemment, les Allemands risquaient aussi d'attraper un rhume. Ceux qui ne veulent ni risques ni désagréments en recevront beaucoup à long terme.

FREIE WELT : qu'en est-il du système monétaire ? Vous attendez-vous à une rupture de la zone euro ou à une augmentation de l'inflation ?

G HÜLSMANN : Une inflation plus élevée, oui, mais pas de désintégration de la zone euro.

UNE hausse de l'inflation des prix est inévitable, car les gouvernements et les banques centrales font tout ce qu'ils peuvent pour promouvoir la baisse des dépenses générales dans l'économie. Comme ils ont la presse à billets, ils y parviendront probablement. Dans ce cas, l'inflation des prix se produira inévitablement, car l'offre de biens a été réduite par le confinement.

LA zone euro restera unie tant qu'il n'y aura pas de meilleures alternatives pour les gouvernements nationaux. Les Italiens se plaignent, mais tout comme les Grecs, ils se demanderont quel crédit ils obtiendront s'ils raccrochent l'euro.

FW : après une longue période sans euro-obligations, ils ré-

clament maintenant des obligations à effet Corona. Que pensez-vous de cette idée ?

G HÜLSMANN : Rien. Ils aggraveraient encore les problèmes fondamentaux de la zone euro : encore plus de dettes, encore plus de vulnérabilité, encore plus d'irresponsabilité de la part des bénéficiaires immédiats dans les domaines politique et financier. Les obligations Corona ne rendraient pas service au contribuable allemand, mais italien non plus. À long terme, ils ne rendraient pas non plus service aux personnes qui dépendent des services médicaux en Italie. L'État italien n'a que lui-même à blâmer pour ses goulets d'étranglement financiers et la surcharge des hôpitaux publics. Mais même dans le chaos actuel, il pourrait encore soulager immédiatement le secteur privé en lui offrant une plus grande marge de manœuvre dans le domaine de la santé. Hélas c'est précisément ce qu'il ne veut pas. Les obligations Corona sont censées garantir que rien n'ait à changer, de sorte que la gestion calamiteuse et l'économie de pénurie de l'État ne changeront effectivement pas. Les représentants de l'État lèvent le doigt et se plaignent : « Si vous, les Allemands, ne faites rien pour nous, des gens vont mourir dans notre pays ». La vérité est qu'eux-mêmes ne veulent rien faire qui pourrait remettre en cause leur État providence inefficace. Ils questionnent la morale publique des Allemands, mais acceptent que les Italiens restent mal servis parce qu'ils jugent inacceptable d'être soignés en dehors de l'État-providence.

FREIE WELT : si le confinement est levé, combien de temps faudra-t-il pour que l'économie se rétablisse ? S'agit-il d'un marasme temporaire ou d'une crise économique de longue durée ?

GUIDO HÜLSMANN : En principe, la

reprise peut se faire très rapidement. Ma principale préoccupation est l'intervention du gouvernement, qui pourrait bien prolonger et exacerber les difficultés actuelles. L'exemple classique de l'histoire économique est la Grande Dépression des années 1930 aux États-Unis. À cette époque, un simple krach boursier a été tellement exacerbé par une intervention de l'État de plus en plus rigide qu'il a dégénéré en une crise économique durable.

FREIE WELT : comment évalue-t-on la gestion de la crise dans les différents pays ? Le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont opté pour une vaccination de masse, la France pour le confinement. Quelle est, selon vous, la bonne réaction ?

GUIDO HÜLSMANN : Je ne suis pas immunologiste et je ne prétends pas pouvoir définir la meilleure solution d'un point de vue médical. Mais en tant qu'économiste, je sais ceci : Il est fondamentalement erroné de mettre l'ensemble de l'économie au service d'un seul objectif et de s'engager dans une solution unique. L'activité économique implique toujours de peser le pour et le contre entre les différentes fins et les différents moyens. Bien sûr, le maintien de la santé peut être d'une importance capitale en ce moment. Mais même dans ce cas, ce n'est jamais le seul objectif, et il y a toujours différents moyens. La libre concurrence est essentielle, notamment en ce qui concerne le choix efficace des moyens. Je pense donc que les pays qui réagissent le mieux sont ceux qui donnent aux citoyens et aux familles la plus grande liberté et responsabilité possible ; et qui ne centralisent pas la responsabilité politique, comme c'est le cas ici en France, mais la confient aux mairies et autres organismes proches des citoyens. La Suisse et les Pays-Bas en sont des exemples.

FREIE WELT : Quels pays sortiront de la crise comme perdants et lesquels comme gagnants ?

GUIDO HÜLSMANN : C'est difficile à dire pour l'instant, car nous ne sommes pas encore au bout du chemin. Comme je l'ai dit, le plus grand impondérable réside dans l'action du gouvernement. Je ne vois pas la France, l'Italie et l'Espagne parmi les gagnants, car dans ces pays, la crise est «utilisée» par des cercles proches de l'État pour sécuriser et développer leurs propres actifs, souvent à l'aide du Covid-19.

En conclusion

Ami lecteur, si vous souhaitez commenter sur ce sujet sachez que je suis toujours preneur de matière pour le bulletin. Dans l'espoir de recevoir quelque chose, je suis convaincu que nous nous réjouissons tous de nous retrouver, virtuellement, jeudi prochain sous la baguette de Dominique Luisier. Les détails parviendront par courrier séparé.

✎ Jacques

**Les anniversaires
de mars, avril et mai
sont suspendus.
Les personnes
concernées
garderont le même
âge jusqu'à 2021**

C'est en tous cas ce que souhaite Pierre Echenard